

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 790-2010, 22 septembre 2010

CONCERNANT les adjoints parlementaires

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1), les députés nommés ci-dessous assistent, dans l'exercice de leurs fonctions, les ministres mentionnés en regard de leur nom :

Monsieur Alain Paquet Député de Laval-des-Rapides	Premier ministre
Madame Stéphanie Vallée Députée de Gatineau	Premier ministre
Monsieur Daniel Bernard Député de Rouyn-Noranda- Témiscamingue	Ministre des Ressources naturelles et de la Faune
Madame Maryse Gaudreault Députée de Hull	Ministre des Relations internationales
Monsieur François Ouimet Député de Marquette	Ministre de la Justice
Monsieur Michel Pigeon Député de Charlesbourg	Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Monsieur Geoffrey Kelly Député de Jacques-Cartier	Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Monsieur Marc Carrière Député de Chapleau	Présidente du Conseil du trésor
Monsieur Emmanuel Dubourg Député de Viau	Ministre des Finances
Monsieur Guy Ouellette Député de Chomedey	Ministre du Revenu et Ministre des Transports
Monsieur Gerry Sklavounos Député de Laurier-Dorion	Ministre de la Santé et des Services sociaux
Madame Johanne Gonthier Députée de Mégantic-Compton	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Monsieur Jean-Paul Diamond Député de Maskinongé	Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Monsieur Georges Mamelonet Député de Gaspé	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Monsieur André Drolet Député de Jean-Lesage	Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et Ministre du Tourisme
Madame Danielle Saint-Amand Députée de Trois-Rivières	Ministre de la Sécurité publique
Monsieur Patrick Huot Député de Vanier	Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Monsieur Gilles Lehouillier Député de Lévis	Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Madame Francine Charbonneau Députée des Milles-Îles	Ministre de la Famille
Madame Filomena Rotiroti Députée de Jeanne-Mance- Viger	Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles;

QUE le présent décret remplace le décret n^o 1142-2009 du 4 novembre 2009.

54325

Gouvernement du Québec

Décret 791-2010, 22 septembre 2010

CONCERNANT l'octroi d'une subvention à Célébrations Lévis 2011

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec souhaite soutenir l'organisation des célébrations de 2011 de Lévis, soit le 375^e anniversaire de la Seigneurie de Lauzon, le 150^e anniversaire de la fondation de Lévis et le 10^e anniversaire de la nouvelle Ville de Lévis;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., c. A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire à accorder à Célébrations Lévis 2011, l'organisme responsable de l'organisation de ces célébrations, une subvention maximale de 2 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2010-2011;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :

QUE le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire soit autorisé à verser à Célébrations Lévis 2011 une subvention maximale de 2 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2010-2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54326

Gouvernement du Québec

Décret 793-2010, 22 septembre 2010

CONCERNANT la nomination d'une membre du conseil d'administration de la Société de développement des entreprises culturelles

ATTENDU QUE la Société de développement des entreprises culturelles est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (L.R.Q., c. S-10.002);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de cette loi prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de quinze membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 5 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil, après consultation d'organismes que le ministre considère comme représentatifs des milieux concernés par les activités de la Société et que ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans et se répartissent notamment comme suit :

— deux personnes œuvrant dans un domaine culturel autre que ceux du cinéma ou de la production télévisuelle, du disque ou du spectacle de variétés, du livre ou de l'édition spécialisée et des métiers d'art, conformément au paragraphe 5^o de cet article;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de cette loi, à l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 11 de cette loi prévoit que les membres autres que le président-directeur général ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 782-2000 du 21 juin 2000, monsieur Serge Carrier était nommé membre du conseil d'administration de la Société de développement des entreprises culturelles, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations prévues par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :

QUE madame Suzanne Guèvremont, directrice générale, Centre NAD, œuvrant dans un domaine culturel autre que ceux visés aux paragraphes 1^o à 4^o de l'article 5 de la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles, soit nommée membre du conseil d'administration de la Société de développement des entreprises culturelles pour un mandat de quatre ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Serge Carrier;

QUE madame Suzanne Guèvremont soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

54328